

# Conférence de presse conjointe de MM François Hollande, Président de la République, Mario Monti, Président du Conseil des ministres de la République italienne, Mariano Rajoy, Président du gouvernement espagnol, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la résolution de la crise de la Zone euro, à Rome le 22 juin 2012.

M. MONTI -- Bonjour. Aujourd'hui avec le Président HOLLANDE, avec la Chancelière MERKEL et avec le Président RAJOY nous avons parlé de manière approfondie des thèmes principaux qui seront abordés lors du prochain Conseil européen les 28 et 29 juin. L'objectif étant de contribuer, par le biais d'une réunion préparatoire des quatre plus grandes économies de la zone euro, à l'efficacité du processus communautaire. Il ne s'agit donc pas d'une réunion extérieure au processus communautaire. Nous souhaitons contribuer le plus possible à la préparation d'un Conseil européen efficace. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que, depuis le début de la crise économique, l'Union européenne a fait de grands pas en avant pour préserver l'intégrité et la stabilité de l'Euro.

Aujourd'hui nous disposons de nouveaux instruments y compris pour les pays qui rencontrent des difficultés et qui disposent maintenant de possibilités qui n'existaient pas auparavant. Cependant, nous sommes d'accord pour constater que ce qui a été fait jusqu'à présent n'est pas suffisant. Surtout en ce qui concerne la croissance économique, en ce qui concerne une plus grande stabilité de la zone euro et en ce qui concerne le fait de proposer aux citoyens européens et aux marchés une image claire, des perspectives de moyen et long terme pour l'Union européenne. Un premier point sur lequel nous sommes tous d'accord, c'est la relance de la croissance des investissements et de la création d'emplois. Cela, nous devons y parvenir par des réformes structurelles au niveau national pour renforcer la compétitivité, et nous devons également le faire grâce à un nouvel agenda au niveau européen. Je pense que c'est un pas en avant, c'est un progrès que nous avons réalisé dans la culture et la politique européenne au cours des dernières années. Nous prenons acte du fait que la croissance ne peut pas être solide s'il n'y a pas une discipline budgétaire. Et d'autre part, la discipline budgétaire risque de ne pas être durable d'un point de vue économique et politique si elle ne s'accompagne pas de possibilités suffisantes pour la croissance et la création d'emplois. Nous travaillons pour élaborer un programme au niveau européen. Nous y travaillons intensément en tant que membre du Conseil européen, nous travaillons avec le Président VAN ROMPUY et avec le Président de la Commission BAROSO également, et avec tous nos partenaires pour parvenir à des engagements concrets. Lors du prochain Conseil européen, nous appuierons une série d'actions pour relancer l'économie. les investissements. les emplois. pour augmenter la concurrence en Europe et mieux

économies, les investissements, les emplois, pour augmenter la croissance en Europe et réussir à réaliser le marché unique européen qui est un grand atout que nous n'avons pas encore exploité pleinement. Nous souhaitons qu'il y ait un ensemble de paquets pour la croissance au niveau européen, et qu'ils soient de l'ordre de 1% du PIB de l'Union européenne. Cela signifie environ 130 milliards d'euros.

Nous travaillons également, dans le cadre cette vision de paquets pour la croissance, pour une prise en compte de la qualité de la composition des dépenses publiques qui tienne compte de la valeur de certains investissements. Nous avons renouvelé notre engagement commun de respecter une saine discipline macro-économique qui est indispensable à la stabilité et la solidité d'un système financier qui soit en mesure de soutenir les investissements dans l'économie réelle et pour relancer l'emploi. Augmentation du capital de la BEI, utilisation plus efficace des ressources communautaires pour renforcer la croissance et la compétitivité, je ne vais pas vous faire une liste exhaustive.

Nous accordons également beaucoup d'importance au rapport que le groupe composé du président VAN ROMPUY, du président BAROSO, du président DRAGHI et du président JUNKER, est en train de préparer sur la perspective d'intégration économique européenne à plus long terme. C'est très important, comme je le disais, à la fois pour impliquer les citoyens européens dans une entreprise aussi importante, mais également pour envoyer aux marchés un message clair sur l'irréversibilité de ce grand projet qui jusqu'à présent a connu un énorme succès et qui s'appelle « Euro ». Nous accordons également beaucoup d'importance au mécanisme pour stabiliser les marchés financiers, bien entendu. J'en resterai là. Je remercie mes collègues pour les contributions qu'ils ont apportées lors de cette réunion très constructive, et je vais maintenant donner la parole au Président de la République française François HOLLANDE.

LE PRESIDENT -- Je remercie d'abord le Président Mario MONTI pour son invitation ici à Rome et pour son initiative. Cette réunion prépare le Conseil européen qui va se tenir le 28 et le 29 juin. Ce Conseil européen doit marquer des progrès pour donner de la confiance dans la zone euro et dans l'Europe. Et je considère que notre réunion d'aujourd'hui a été utile pour atteindre cet objectif. D'abord, nous nous sommes retrouvés sur le paquet de croissance indispensable. Un chiffre a été donné : 1% du PIB européen devrait être mobilisé, avec un calendrier qui devrait être le plus proche possible des mécanismes que nous appelons de nos vœux, c'est-à-dire que nous devons pouvoir mobiliser ces financements dans les délais les plus courts. 1% du PIB c'est à peu près 120 à 130 milliards d'euros, et je pense que c'est un bon objectif.

Ensuite nous nous sommes retrouvés sur une vision commune de l'Union économique et monétaire, sur une feuille de route qui supposera à chaque étape de l'Union- union monétaire, union bancaire- des instruments qui correspondent à cette volonté de travailler ensemble. Le troisième objectif, c'est de faire en sorte d'utiliser pleinement tous les mécanismes qui existent aujourd'hui pour stabiliser les marchés, pour donner de la confiance et pour lutter contre la spéculation. Donc le Conseil européen, si nous atteignons ces objectifs, peut être une étape importante pour l'Europe. Nous pouvons y ajouter, je continuerai de travailler dans ce sens, et je crois qu'ici il y a une bonne écoute par rapport à cette proposition, la taxe sur les transactions financières.

Si je veux résumer ce que nous avons fait aujourd'hui, nous avons, les quatre économies principales de la zone euro, et sans rien préjuger de ce que les autres pays pourront eux-mêmes décider, affirmé des objectifs communs et nous avons donné à cette perspective de croissance un contenu concret. Nous sommes aussi conscients que nous devons donner un signe de cohésion, un signe de cohérence, un signe de stabilité et un signe de solidarité, et je pense que c'est ce que nous avons fait aujourd'hui.

MME MERKEL -- Merci, Monsieur le Président du Conseil, je voudrais également vous remercier pour cette rencontre que vous avez organisée ici aujourd'hui. Je pense que cette rencontre est vraiment venue au bon moment pour les représentants des quatre plus grandes économies de la zone euro. Nous voulons indiquer clairement que nous faisons tout pour que l'euro, notre monnaie dont nous profitons ensemble, nous puissions le défendre pour qu'il puisse résister à l'avenir, et rester, comme il l'a été pendant 10 ans, un « euro stable ».

Pour cela nous devons surmonter un certain nombre de problèmes. Certaines choses ont déjà été faites. Des pays ont déjà engagé des réformes, et surtout nous avons mis au point des instruments communs de solidité et des instruments de solidarité.

Maintenant, au regard du débat actuel, il s'agit d'aborder la question de la croissance, de l'emploi. Nous devons aborder ces thèmes, puisque nous nous sommes d'abord occupés du pacte budgétaire et donc de la stabilité fiscale, nous devons donc véritablement construire pour l'avenir plus de solidité et je suis d'accord avec ce 1% du PIB européen qui doit être investi dans la croissance, un investissement supplémentaire donc. Je pense que c'est véritablement le bon signal, celui dont nous avons besoin.

Je suis heureuse que les quatre personnes présentes ici aient dit que nous appelions ici de nos vœux l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, parce que les citoyens de nos pays ont le sentiment que c'est la crise financière qui a provoqué la crise, et que nous ne sommes pas encore suffisamment armés pour lutter, et nous devons résoudre le problème à long terme. C'est un message que nous voulons envoyer aujourd'hui. Nous devons nous rapprocher au niveau politique, surtout dans la zone euro puisque nous avons une monnaie unique. Quand on a une monnaie unique, il faut mener une politique cohérente.

C'est une leçon que nous avons tirée des deux dernières années et il y a ce que j'appelle l'union politique. Nous voulons travailler sur une union politique plus étroite. Herman VAN ROMPUY, Jose BAROSO et d'autres feront des propositions à ce sujet, mais les quatre pays présents ici, et l'Allemagne certainement, veulent apporter leur contribution pour que ces thèmes puissent être abordés dans nos pays et pour que nous puissions le dire : l'Europe se rapproche. La leçon à tirer de la crise, ce n'est pas qu'il faut moins d'Europe mais plus d'Europe. Merci de nous avoir permis de lancer ce signal ici aujourd'hui, et merci pour votre hospitalité.

M. RAJOY -- Merci beaucoup et bonjour à tous. Je voudrais tout d'abord remercier le Président Mario MONTI pour son initiative, pour son accueil, pour son hospitalité. Merci M. MONTI. Comme ceux qui m'ont précédé l'ont souligné, cette réunion a été très agréable, nous avons traité sincèrement des thèmes qui occupent nos pays et l'ensemble de l'Union européenne. Etant donné que tout a été dit ou presque, je me contenterai de signaler cinq thèmes sur lesquels j'ai constaté qu'il y a un accord important et je vais conclure avec trois commentaires qui me tiennent particulièrement à cœur.

Tout d'abord, je constate qu'il y a un accord sur la nécessité de maîtriser les déficits publics, de ne pas trop faire croître la dette publique dans nos pays respectifs. Deuxièmement, il y a un accord pour faire des réformes structurelles au niveau national, pour améliorer la flexibilité, la compétitivité de notre économie, et pour reprendre ainsi une plus forte croissance économique. Troisièmement, les uns et les autres ont évoqué des propositions à faire au Conseil européen. C'est-à-dire l'urgence de réaliser des réformes structurelles au niveau de l'Union européenne. Quatrièmement, tous les participants à cette réunion ont marqué leur volonté de déclencher tous les mécanismes nécessaires pour atteindre la stabilité financière en Europe. Et finalement, nous avons fait un pari important pour le futur de l'Europe. Nous voulons davantage d'Europe, davantage d'union économique, d'union bancaire et fiscale.

Je voudrais faire les trois commentaires qui sont à mes yeux le résumé de cette réunion d'aujourd'hui. Tout d'abord, nous avons tous constaté que l'euro est désormais irréversible. C'est le projet le plus important que les Européens aient lancé au cours de ces dernières années. Deuxièmement, il y a eu un accord entre tous pour dire que nous allons mettre en œuvre tous les mécanismes nécessaires pour arriver à la stabilisation financière de la zone euro. Et finalement, nous nous sommes tous engagés à mieux assurer une plus grande intégration européenne au niveau bancaire, économique, fiscal et politique. Merci beaucoup.

M. MONTI -- J'ai demandé au porte-parole du gouvernement italien de diriger la séance de questions-réponses

QUESTION -- Monsieur le Président, vu le message qui est ressorti aujourd'hui, exprimé par les quatre puissances qui représentent la majeure partie du PIB européen, que pouvons-nous attendre des conclusions du prochain sommet de Bruxelles ?

M. MONTI -- C'est un plaisir de participer à cette réunion et de discuter avec vous.

M. MONTI -- Quand vous dites « Président », ça s'applique à plusieurs personnes !

QUESTION - Non, je m'adresse à vous.

M. MONTI -- Le Conseil européen, nous n'y sommes pas seuls. Il y a nous, il y en a d'autres. C'est une entité différente. Nous, nous sommes ici pour contribuer activement à la construction d'un consensus fort, progressif, qui soit porteur de croissance et de stabilité. Et le Conseil européen est sous la direction de son président, Herman VAN ROMPUY.

Nous avons considéré que si quatre pays aussi importants que les nôtres et aussi différents également en ce qui concerne leur situation, trouvaient une ligne de convergence entre eux, cela pourrait contribuer largement à créer un consensus au Conseil européen. C'est donc quelque chose que nous offrons à Herman VAN ROMPUY et à nos collègues, à la veille de cette réunion d'une importance majeure.

Nous espérons que le travail fait pendant tous ces mois portera ses fruits, parce que n'oublions pas que chacun des chefs d'Etat et de gouvernement présents ici a, avec son gouvernement, fait avancer l'Europe.

L'Europe est quelque chose d'important, de solide. Certes, l'Europe n'est pas toujours très dynamique à court terme. Nous devons l'aider à évoluer et donc après la contribution que nous avons apportée aujourd'hui, nous attendons des conclusions du Conseil européen qui puissent être encore plus solides et plus crédibles que celles des Conseils précédents, en ce qui concerne une perspective de croissance pour l'Union européenne. Nous voulons que ces conclusions puissent fixer une ligne claire à moyen et long terme pour l'intégration économique, financière, bancaire et avec également certains éléments d'intégration politique.

Et nous espérons que les conclusions du Conseil européen, et la solidarité qui en créera les conditions, pourront conforter les attentes des marchés financiers, et pourront leur faire comprendre que l'euro est là pour durer et que nous le voulons vraiment.

QUESTION -- Question qui s'adresse à M. le Président de la République française: M. le Président, vous avez mis la croissance à l'agenda européen mais vous avez dû repousser les eurobonds dans une perspective à 10 ans. Et vous préparez un plan drastique pour réduire le déficit. Au bout du compte, la rigueur à l'allemande ne finit-elle pas par s'imposer avant la croissance ? Et par ailleurs, s'agissant de l'intégration européenne, est-ce que vous êtes prêt à accepter des abandons de souveraineté ?

LE PRESIDENT -- Vous êtes toujours mieux informé que moi-même ! Les eurobonds, je considère que cela doit être une perspective, et non pas à 10 ans. A mesure qu'il y aura une union, une intégration, les eurobonds seront un instrument utile pour l'Europe. Et je continuerai de travailler dans ce sens et d'inscrire ce mécanisme dans une perspective.

Deuxièmement, la croissance : qui aurait pu dire, il y a encore quelques semaines, qu'elle serait à ce point à l'ordre du jour d'un Conseil européen ? Nous nous sommes réunis au G8 (nous étions, Mario MONTI, Angela MERKEL et moi-même présents), puis nous avons eu le G20 et avant il y avait eu un Conseil européen informel... Et la croissance compte-tenu de la situation, est devenue la priorité.

Est-ce que cela veut dire que les Etats doivent renoncer à leurs objectifs de sérieux budgétaire ? Certains ont engagé cette politique depuis longtemps et ne s'en portent pas mal. D'autres font un effort considérable et parfois dur pour les opinions publiques.

Quant à moi, je considère qu'il y a à faire du sérieux budgétaire. En France aussi. Cela veut dire qu'il n'a pas été fait autant qu'il aurait dû l'être jusque-là. Et je ne vais pas faire de commentaire sur la politique française, passée en tout cas.

Mais vouloir la croissance, c'est précisément permettre que le sérieux budgétaire ne soit pas une austérité. Je suis contre l'austérité. Et en même temps, j'ai conscience que nous devons envoyer un message de cohérence et de stabilité, donc de confiance. C'est ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, et c'est ce que le Conseil européen doit mesurer. Son rôle, c'est à la fois d'envoyer un message très concret de soutien à la croissance. 130 milliards d'euros pourront être dégagés. C'est également d'adresser un message fort de pleine utilisation des mécanismes de stabilité. C'est enfin de définir une vision à moyen terme de l'Europe, permettant justement une solidarité dont les eurobonds sont une illustration.

concrètes dont les exemples sont une illustration.

Les abandons de souveraineté se concevront en fonction des éléments de solidarité que nous pourrions trouver. Il ne peut pas y avoir de transfert de souveraineté s'il n'y a pas amélioration de la solidarité et de la cohérence.

QUESTION -- Est-ce que des décisions concrètes ont été prises en ce qui concerne Bruxelles et avez-vous pour votre part fixé certaines indications ?

MME MERKEL -- Comme nous l'avons dit, nous avons préparé le Conseil européen. Nous sommes quatre ici, et bien sûr nous introduirons nos idées dans le débat au Conseil, nous en parlerons avec nos partenaires et il y a de bonnes chances que d'autres considèrent que notre avis est raisonnable. Mais il est important que le Président du Conseil, Herman VAN ROMPUY, sache ce que pensent les Etats membres, ce que nous sommes prêts à faire, ce que nous pouvons apporter. Par exemple, en ce qui concerne l'augmentation du capital de la BEI, les Parlements nationaux doivent se prononcer. Et c'est pour cela que nous apportons notre contribution pour la croissance.

Je pense que le message le plus important aujourd'hui est le suivant : nous disons que la croissance et des finances solides, ce sont les deux faces d'une même médaille. Des finances solides, c'est une condition, mais cette condition ne suffit pas s'il n'y a pas une croissance qui permet de créer des emplois. Et c'est un de nos problèmes les plus complexes en Europe, et nous espérons pouvoir avancer sur ce point et je souligne que les quatre représentants ici ont dit qu'ils pouvaient envisager l'introduction d'une taxe sur les transactions financières.

Et puis, le troisième message est que nous avons besoin de plus d'Europe pour cela. Il faut de la solidarité et d'autre part de la compétitivité, la coopération, la cohésion et lorsque la solidarité est nécessaire, il faut qu'il y ait également un contrôle.

Souvent l'Europe a eu dans le passé un pacte de stabilité et de croissance qu'elle n'a pas respecté. Le problème n'est pas que nous n'avons pas de règles en Europe, le problème est que nous avons perdu la confiance parce que nous-même trop souvent n'avons pas respecté nos règles. Et si nous y parvenons, et pour cela il faut plus d'Europe, la bonne nouvelle d'aujourd'hui est que tous aujourd'hui s'engagent à aller de concert dans cette direction.

LE PRESIDENT -- Je vais répondre selon une vieille tradition française à une question qui ne m'a pas été posée : Angela MERKEL parle de la taxe sur les transactions financières, c'est vrai que nous sommes ici d'accord sur cette taxe et qu'elle ne peut être envisagée que sous la forme d'une coopération renforcée. Et je ferai en sorte avec mes partenaires que le Conseil européen nous autorise à faire cette coopération renforcée, pour que nous puissions mettre en place la taxe sur les transactions financières le plus rapidement possible.

Nous en discutons en ce moment.

MME MERKEL -- Les ministres des finances en ont déjà parlé hier et nous poursuivrons cela lors du Conseil.

QUESTION -- Question pour la Chancelière MERKEL et pour le Président RAJOY. Etes-vous d'accord sur le fait que les fonds de sauvetage doivent être utilisés pour racheter des titres dans les pays en difficulté et dans l'affirmative, est-ce qu'il va y avoir des conditions et quelles seraient les conditions ? Et quelles seraient les grandes lignes ? Et en cas de réponse négative, pourquoi la Banque centrale européenne ne pourrait-elle pas injecter de l'argent directement dans les banques, alors que la France et l'Italie, Madrid, OBAMA, le FMI ont déjà demandé à ce qu'elle (la BCE) le fasse ?

M. RAJOY -- La dernière patrie de la question ne m'était pas adressée directement mais plutôt la première. Je crois qu'à l'heure actuelle le Fonds peut acheter de la dette sur les marchés selon les conditions qui ont été décidées en son temps, donc je n'ai rien à ajouter. Dire que c'est une réalité objective, c'est le FSEF qui peut le faire, et la BCE peut le faire dans des circonstances exceptionnelles.

Quoi qu'il en soit, je crois que cela ne vaut pas la peine d'entrer dans les détails. Mais la chose la plus importante que nous avons décidée aujourd'hui, et j'en ai déjà parlé tout à l'heure, c'est que nous nous sommes tous engagés à faire appel à tous les mécanismes nécessaires pour réaliser la stabilité financière de l'Union européenne. Ce résultat est très satisfaisant pour moi, c'est un

engagement fort pour l'irréversibilité de l'euro et je crois que tous comprennent maintenant où nous allons. Et en plus nous avons décidé d'aller tous vers ce que l'on pourrait appeler une plus grande intégration générale.

C'est pourquoi je pars très satisfait de cette réunion : pour les personnes qui étaient avec moi, pour vous tous et pour avoir été ici à Rome, la ville la plus belle du monde.

LE PRESIDENT -- Ca, ça se discute !

MME MERKEL - En tout cas c'est une très belle ville !

Je voudrais répondre à la 2ème partie de la question. Il ne s'agit pas de permettre ou de ne pas permettre quelque chose. Le FSEF, le MES, sont des mécanismes de solidarité. Chaque Etat y contribue par ses garanties et cela nous permet d'aider les pays en difficulté. Mais j'ai dit que responsabilité et contrôle doivent aller de pair. C'est-à-dire que, pour le contribuable en Allemagne, en France ou en Italie, je dois être sûre qu'il y a un garant. Et c'est l'Etat espagnol, parce que c'est l'Etat espagnol qui peut dire à ses banques : « vous devez échanger ceci ou cela, vous devez faire ceci ou cela différemment ». Si je prête de l'argent à une banque espagnole (ou à une autre banque, je ne veux pas mettre l'accent sur l'Espagne) mais je ne peux pas lui dire ce qu'elle doit changer dans son comportement. Moi je suis Chancelière allemande, je ne suis pas responsable d'une banque. Et donc cela n'est pas possible en vertu des traités. Ce n'est pas le fait que je n'ai pas envie de le faire, mais les traités sont rédigés ainsi. Les Etats sont les partenaires dans ces traités et c'est dans ces conditions que nous avons créé les fonds FSEF et MES, et c'est ainsi que nous poursuivrons.

Alors, vous parlez du Président OBAMA : mais nous sommes -- l'Union européenne -- une structure qui n'existe nulle part au monde. Et puis nous sommes 17 ayant une monnaie commune, mais nous avons 17 Parlements, chacun a sa souveraineté étatique. Nous avons abandonné certains éléments de souveraineté à Bruxelles et maintenant nous devons parvenir à créer les structures politiques qui vont avec notre monnaie unique. Et comme l'a dit le Président français, nous devons pouvoir faire plus de choses en commun et donc, je le répète, contrôle et responsabilité vont de pair.

M. MONTI -- Je pense que le temps qui était prévu pour cette conférence de presse est terminé. Je voudrais faire deux observations pour conclure.

Premièrement, si l'insistance sur les règles dans la construction européenne peut vous sembler exagérée, je vous invite à ne pas oublier que, il y a dix ans bientôt en 2003, l'Allemagne et la France, avec l'autorisation et la complicité de la Présidence italienne, avaient dérogé aux règles de l'euro, et il a fallu pratiquement dix ans pour retrouver une crédibilité qui n'avait pas été mise à mal par la Grèce ou le Portugal mais par deux pays parmi les plus puissants de la zone euro. Deuxième point : aujourd'hui tous ont souhaité plus d'Europe. Et cela se manifeste aujourd'hui à Rome où a été signée la Constitution européenne et je suis très reconnaissant à mes collègues qui, par leur présence aujourd'hui à Rome pour débattre ensemble des nouvelles mesures pour la construction de l'Europe, ont montré, à nouveau, que tous les chemins mènent à Rome.

Merci.